

Procès-verbal

Madame Christelle GREAU est nommée secrétaire de séance.

Monsieur Monsieur MONTASSIER, Président, ouvre la séance à 18 h 45. Il donne lecture des membres excusés et ayant donné pouvoir.

1) **Approbation du procès-verbal du conseil communautaire du 7 mai 2019**

En l'absence de remarques, le procès-verbal de la réunion du Conseil communautaire, en séance publique, du 7 mai 2019 est adopté à l'unanimité.
--

2) **Social**

Cession des anciens locaux affectés à l'EHPAD Paul CHAUVIN, sur la Commune de Saint-Fulgent, à la société Azur Gestion Ouest.

La Communauté de communes est devenue propriétaire du foncier et des anciens locaux affectés, sur la Commune de Saint Fulgent, à l'EHPAD Paul CHAUVIN.

Monsieur MONTASSIER rappelle que de nombreuses réflexions ont été menées par la Communauté de Communes et la communes sur le devenir du site et sa requalification.

Il précise que, dans le cadre de cette réflexion, des contacts ont été pris avec la société Azur Gestion Ouest, spécialisée dans la transformation d'anciens EHPAD ou d'hôpitaux en résidences services, pour seniors actifs ou mixtes.

Monsieur MONTASSIER rappelle que le territoire est confronté à un manque flagrant de logements, notamment pour accueillir les nouveaux salariés dont le recrutement est poursuivi par de nombreuses entreprises du secteur ou pour le maintien des seniors sur le territoire. Il poursuit en indiquant que la Communauté de communes et la société se sont donc rapprochées pour apprécier ensemble, et en lien avec la Commune de Saint-Fulgent, la façon dont l'acquisition du site par la société serait de nature, dans le respect de son objet social, à répondre aux objectifs du territoire à la fois en terme de requalification urbaine et de création de logements meublés destinés à répondre aux besoins du territoire dans un esprit de mixité sociale et générationnelle.

Il indique qu'aux termes de ces échanges, la Communauté de communes et la société se sont accordées, en présence des représentants de la Commune de Saint-Fulgent, sur le principe, dans les conditions décrites aux termes d'un protocole d'accord de la vente par la première à la seconde, de ces anciens bâtiments de l'EHPAD Paul CHAUVIN.

Le Président donne lecture des termes du protocole d'accord convenu, d'ores et déjà signé par la société, en attirant, plus précisément, l'attention des conseillers communautaires sur l'affectation des biens cédés imposée à l'acquéreur, mais aussi sur le prix de 275 000 € net vendeur, inférieur à l'estimation des Domaines, en indiquant que ce prix a été retenu dans la mesure où le protocole d'accord prévoit, à la charge de l'acquéreur, un certain nombre d'obligations, dont celle d'assurer la démolition d'un ancien bâtiment pour lequel la suppression s'impose au regard des objectifs de requalification urbaine retenus.

Il rappelle que l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le Conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la Commune. Il appartient au Conseil communautaire de délibérer sur une telle opération.

Ces éléments exposés, le Président sollicite donc du Conseil communautaire qu'il l'autorise à signer ledit protocole et l'acte notarié qui est prévu aux termes de ce protocole pour réitérer la cession décrite.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer avec la société Azur Gestion Ouest ou toute personne qui s'y substituerait le protocole d'accord portant cession dans les conditions décrites au protocole, des anciens locaux affectés, sur la Commune de Saint Fulgent à l'EHPAD Paul CHAUVIN,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer l'acte notarié qui sera établi pour la réitération de cette cession,**
- **D'annexer le protocole à la présente délibération,**
- **De mandater Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, pour assurer la parfaite exécution de la présente délibération.**

3) Social

Cession des anciens locaux affectés à l'EHPAD Osmane de GUERRY, sur la Commune de Chavagnes-en-Paillers, à la société Azur Gestion Ouest

La Communauté de communes est devenue propriétaire du foncier des anciens locaux affectés, sur la Commune de Chavagnes-en-Paillers, à l'EHPAD Osmane de GUERRY.

Monsieur MONTASSIER rappelle que de nombreuses réflexions ont été menées par la Communauté de communes et la Commune sur le devenir du site et sa requalification et précise que, dans le cadre de ces réflexions, des contacts ont été pris avec la société Azur Gestion Ouest, spécialisée dans la transformation d'anciens EHPAD ou d'hôpitaux, en résidences services pour seniors actifs ou mixtes.

Il rappelle que le territoire est confronté à un manque flagrant de logements, notamment pour accueillir les nouveaux salariés dont le recrutement est poursuivi par de nombreuses entreprises du secteur ou pour le maintien des seniors sur le territoire. Il poursuit en indiquant que la Communauté de communes et la société se sont rapprochées pour apprécier, ensemble, en lien avec les représentants de la Commune, la façon dont l'acquisition du site par la société serait de nature, dans le respect de son objet social, à répondre aux objectifs du territoire, à la fois en terme de requalification urbaine et de création de logements meublés

destinés à répondre aux besoins du territoire dans un esprit de mixité sociale et générationnelle.

Le Président indique qu'aux termes de ces échanges, la Communauté de communes et la société se sont accordées, en présence de la Commune de Chavagne-en-Paillers, sur le principe, dans les conditions décrites aux termes d'un protocole d'accord de la vente, par la première à la seconde, de ces anciens bâtiments de l'EHPAD Osmane de GUERRY.

Il donne lecture des termes du protocole d'accord convenu, d'ores et déjà signé par la société, en attirant, plus précisément, l'attention des Conseillers communautaires sur l'affectation des biens cédés imposée à l'acquéreur, mais aussi sur le prix de 250 000 € à peu près équivalent au montant de l'estimation des Domaines en indiquant que ce prix a été retenu dans la mesure où ce protocole d'accord prévoit, à la charge de l'acquéreur, un certain nombre d'obligations conformes aux objectifs politiques arrêtés.

Il rappelle que, de même que l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le Conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la Commune, il appartient au Conseil communautaire de délibérer sur une telle opération.

Ces éléments exposés, le Président sollicite donc du Conseil communautaire qu'il l'autorise à signer ledit protocole et l'acte notarié dont la signature est prévue aux termes de ce protocole pour réitérer la cession décrite.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer avec la société Azur Gestion Ouest ou toute personne qui s'y substituerait le protocole d'accord portant cession dans les conditions décrites au protocole, des anciens locaux affectés, sur la Commune de Chavagnes-en-Paillers, à l'EHPAD Osmane de GUERRY,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer l'acte notarié qui sera établi pour la réitération de cette cession,**
- **D'annexer le protocole à la présente délibération,**
- **De mandater Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, pour assurer la parfaite exécution de la présente délibération.**

4) Santé

Centre communautaire de santé

La démographie médicale ne permet plus sur les Communes de Saint-Fulgent et de Chauché de recourir facilement à un médecin généraliste et d'avoir un médecin traitant. L'organisation de l'offre de soins est à la fois une compétence de l'Agence Régionale de Santé et une responsabilité des collectivités locales vis-à-vis de leur population. Ces dernières peuvent accompagner l'organisation de l'offre de soins de premier recours, en tenant en compte des besoins actuels mais également à venir (vieillesse de la population...).

L'étude de stratégie territoriale de santé de 2013 préconise une organisation de l'offre de santé autour de 4 Pôles : Saint-Fulgent, Chavagnes-en-Paillers, Les Brouzils et Chauché.

Par délibération du 21 mars 2019, le Conseil communautaire a décidé de recourir à des médecins salariés pour compléter l'offre des médecins libéraux. Pour rendre applicable cette décision, il convient de créer un Centre communautaire de santé multi-sites avec un centre principal (Saint-Fulgent) et un centre secondaire (Chauché).

Les Centres de santé sont des structures regroupant des professionnels de premier recours permettant de répondre aux enjeux d'accès à une prise en charge coordonnée de qualité dans des zones de désertification médicale.

La création d'un Centre communautaire de Santé nécessite l'élaboration d'un projet de santé.

Vu l'arrêté du 28 décembre 2017 de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire qui a déterminé les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés de l'accès aux soins, 8 communes de notre territoire (à l'exception des Brouzils et de La Copechagnière) ont été zonées en zone d'intervention prioritaire.

Vu l'avis favorable du 14 mai 2019 de l'ARS sur le projet de santé,

Considérant la nécessité de créer un Centre communautaire de santé Saint-Fulgent / Chauché pour permettre aux concitoyens de recourir à un médecin généraliste,

Après délibération, le Conseil communautaire (30 voix pour, 7 abstentions et 0 voix contre) décide :

- **De créer un Centre communautaire de santé Saint-Fulgent / Chauché,**
- **De valider le projet de santé,**
- **D'adhérer à l'accord national de 2015,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer toutes les pièces du dossier.**

5) Santé

Acquisition du cabinet médical du Docteur Dagher de Chauché

L'étude de stratégie santé de 2013 préconise une organisation de l'offre de santé autour de 4 pôles : Saint-Fulgent, Chavagnes-en-Paillers, Les Brouzils et Chauché.

Par courrier du 7 juin 2019, un médecin libéral a confirmé son installation à compter du 1^{er} octobre 2019. Son souhait est d'intervenir sur les deux Communes de Saint-Fulgent et de Chauché. La mutualisation de l'informatique et du secrétariat mis en place depuis le 1^{er} juin 2019 permet de répondre à cette demande, tant au niveau de la prise de rendez-vous par le secrétariat basé à Saint-Fulgent, que par le partage informatique des dossiers de la patientèle.

Afin de poursuivre les consultations sur la commune de Chauché, il convient d'acquérir le bâtiment de 67 m² appartenant au docteur DAGHER, situé 5 rue de Grasla à Chauché.

Après délibération, le Conseil communautaire (30 voix pour, 7 abstentions et 0 voix contre) décide :

- **D'acquérir la parcelle AB 244, d'une superficie de 449 m² au prix de 99 000 € net vendeur,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer l'acte notarié chez Maître DENIS, notaire à Saint-Fulgent.**

6) Développement économique

Commerce multiservices de La Copechagnière

Les travaux de construction du commerce multiservices de La Copechagnière doivent se terminer au mois de juillet. Les exploitants prévoient un démarrage d'activité dans les nouveaux locaux au 1^{er} septembre 2019.

Proposition de loyers :

- du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2022 : 374 € HT,
- du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2025 : 446 € HT,
- du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2028 : 518 € HT.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'approuver les loyers susvisés,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer le bail commercial chez Maître DENIS, notaire à Saint-Fulgent.**

7) Développement économique

Village de La Mothe à Chauché, acquisitions

En 2014, la Communauté de communes a réalisé le village artisanal de La Mothe à Chauché en proposant 8 ateliers à la location ou à la vente.

Afin d'assurer son développement, l'entreprise d'électricité SARL FLORIAN BARON souhaite acquérir l'atelier qu'elle occupe actuellement à savoir, l'atelier n° 3 (106 m²) et l'atelier n° 8 adjacent (106 m²).

Par délibération n°134-14 du 10 juin 2014, le Conseil communautaire a fixé le prix de cession des ateliers à 63 857 € HT l'atelier d'environ 100 m².

Vu l'avis du service des domaines en date du 28 juin 2019,

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De céder à l'entreprise SARL FLORIAN BARON ou toute personne qui s'y substituerait les parcelles AC143 (106 m²) et AC148 (106 m²) au prix total de 127 714.00 € HT net vendeur,**

- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1er Vice-président, à signer l'acte notarié chez Maître DENIS, notaire à Saint-Fulgent.**

8) Développement économique

Convention de mise à disposition de places de stationnement

L'entreprise LOUIS VUITTON loue à Vendée Expansion, par bail commercial de 9 ans, un bâtiment situé au 38 rue de La Ferrière sur la Commune de La Merlatière. Le site comporte, à ce jour, 113 places de stationnement dans les enceintes clôturées mises à bail.

Or, compte-tenu du développement de l'entreprise, il est nécessaire de prévoir 50 places de stationnement supplémentaires pour accueillir, dans de bonnes conditions, les salariés de l'entreprise. La configuration du site actuel ne permet pas de réaliser lesdits stationnements et l'entreprise n'a pas trouvé à ce jour de solutions complémentaires privatives à proximité.

Compte-tenu de ce qui précède et de la compétence économique de la structure intercommunale, il peut être envisagé avec l'entreprise LOUIS VUITTON une convention de concession pour 50 places de stationnement sur le parking du complexe sportif, mis à disposition par la Commune de La Merlatière, à la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts.

Des travaux d'extension et d'aménagement du parking sont nécessaires. Une solution avec finition enrobée pour un montant d'opération de 76 000 € serait retenue.

Il est donc proposé une redevance annuelle de 8 500 € pour la solution finition enrobée.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De valider l'opération et la mise à disposition de 50 places de stationnement à l'entreprise LOUIS VUITTON,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1er Vice-président, à signer les conventions de mise à disposition de places de stationnement,**
- **De prendre acte que ce parking sera rétrocédé à la Commune de la Merlatière dès lors que le montant des redevances perçues par la Communauté de communes couvrira l'investissement réalisé.**

9) Assainissement

Avenant au marché de travaux pour la construction d'un bassin de tamponnage en tête sur la commune déléguée de L'Oie à Essarts en Bocage

Le marché pour les travaux de construction d'un bassin de tamponnage en tête sur la commune déléguée de L'Oie a été notifié à l'entreprise PVE de Mortagne-sur-Sèvre en date du 30 novembre 2018, pour un montant de 249 365.00 € HT.

Considérant la découverte de 3 conduites non connues sur l'emprise du chantier et aux constats d'écoulements pérennes sur les ouvrages, il est nécessaire d'assurer la continuité de service de ces collecteurs par la mise en œuvre d'une boucle de raccordement ayant pour exutoire la canalisation de trop-plein de l'ouvrage en construction.

Ces travaux nécessitent l'établissement d'un avenant de plus-value de 3 225,00 € HT (+ 1,29 %).

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'approuver l'avenant de plus-value de 3 225,00 € HT à l'entreprise PVE,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer toutes les pièces du marché.**

10) Assainissement

Reprise des résultats transférés par les Communes relatifs au transfert de la compétence assainissement au 1^{er} janvier 2019

La Communauté de communes du Pays de Saint Fulgent – Les Essarts a repris au 1^{er} janvier 2019 la compétence assainissement exercée jusqu'à présent par les communes du territoire.

Dans ce cadre, la Communauté de communes doit reprendre les résultats de ces budgets dans sa comptabilité.

Les communes ont été invitées à se positionner sur le transfert de leurs résultats, afin de permettre la poursuite des services publics confiés à la Communauté de communes, notamment la réhabilitation des réseaux et des stations d'épuration.

Les communes suivantes ont transmis leurs décisions de transférer en totalité leurs résultats :

Communes	Fonctionnement	Investissement
Les Brouzils	129 657,54 €	29 090,01 €
Chauché	20 059,35 €	30 181,29 €
Chavagnes en Pailers	176 611,70 €	5 127,75 €
La Copechagnière	- 1 395,65 €	6 385,23 €
La Merlatière	152 335,28 €	72 808,08 €
La Rabatelière	21 936,22 €	20 987,59 €
Saint André Goule d'Oie	132 743,31 €	- 116 784,40 €
Saint Fulgent	121 260,62 €	84 498,04 €
TOTAL	753 208,37 €	132 293,59 €

Les modes de gestion des communes sont actuellement différents (régie directe ou délégation de service public). Dans l'attente du choix du mode de gestion, les résultats des communes en régie directe seront repris dans le budget assainissement (Régie et ANC) et les résultats des communes en délégation de service public seront repris dans le budget assainissement DSP, tels que présentés ci-dessous :

GESTION EN REGIE DIRECTE		
Communes	Fonctionnement	Investissement
Les Brouzils	129 657,54 €	29 090,01 €
Chavagnes en Paillers	176 611,70 €	5 127,75 €
La Rabatelière	21 936,22 €	20 987,59 €
Saint André Goule d'Oie	132 743,31 €	- 116 784,40 €
TOTAL	460 948,77 €	- 61 579,05 €

GESTION EN DELEGATION DE SERVICE PUBLIC		
Communes	Fonctionnement	Investissement
Chauché	20 059,35 €	30 181,29 €
La Copechagnière	- 1 395,65 €	6 385,23 €
La Merlatière	152 335,28 €	72 808,08 €
Saint Fulgent	121 260,62 €	84 498,04 €
TOTAL	292 259,60 €	193 872,64 €

Pour rappel, Monsieur le Président indique que la commune de Bazoges-en-Paillers avait confié la compétence assainissement au Syndicat intercommunale de La Gaubretière. Ce syndicat a fait l'objet d'une dissolution par délibération n°21.11.2019.060 du 21 novembre 2018. Cette dernière ne fait apparaître aucun résultat pour la commune de Bazoges-en-Paillers.

A ce jour, la commune d'Essarts en Bocage ne s'est pas prononcée sur un transfert ou non de ces excédents, dont le montant s'élève à 1 057 382 € en fonctionnement et 947 382 € en investissement, répartis comme suit :

- Gestion directe (L'Oie / Sainte Florence) :
 - Fonctionnement : 432 717,86 €
 - Investissement : 537 922,25 €
- Délégation de service public (Les Essarts / Boulogne) :
 - Fonctionnement : 624 664,00 €
 - Investissement : 409 460,48 €

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'approuver le transfert total des résultats tels que présentés dans le tableau ci-dessus,**
- **De prévoir la reprise des résultats de fonctionnement par l'émission d'un titre au compte 778 sur le budget annexe assainissement (régie et ANC) pour les communes en régie directe,**
- **De prévoir la reprise des résultats d'investissement par l'émission d'un titre au compte 1068 sur le budget annexe assainissement (régie et ANC) pour les communes en régie directe,**
- **De prévoir la reprise des résultats de fonctionnement par l'émission d'un titre au compte 778 sur le budget annexe assainissement DSP pour les communes en délégation de service public,**

- **De prévoir la reprise des résultats d'investissement par l'émission d'un titre au compte 1068 sur le budget annexe assainissement DSP pour les communes en délégation de service public,**
- **De notifier cette délibération aux communes membres.**

11) Environnement

Avenant au marché de fourniture et livraison de sacs jaunes, pour la collecte en porte à porte, des emballages recyclables

Le marché de fourniture et livraison de sacs jaunes, pour la collecte en porte à porte, des emballages recyclables a été notifié le 12 février 2019 à l'entreprise PTL d'Ouville la Rivière (76) pour une durée d'un an ferme, reconductible 3 fois, soit une durée totale de 4 ans.

Considérant que les besoins de sacs pour l'année 2019 ont augmenté,

Considérant que l'estimation du nombre de sacs maximum est de 1 404 000 sacs pour les 4 ans,

Considérant la plus-value de 35 160 sacs pour l'année 2019, selon le conditionnement demandé à l'entreprise, soit un pourcentage d'augmentation de 2,5 %,

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'approuver l'avenant pour une plus-value de 35 160 sacs pour l'année 2019 (soit un total d'avenant de 2,5 % du marché),**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1er Vice-Président, à signer les pièces du marché.**

12) Environnement

SYNERVAL - Modification des statuts

SYNERVAL est le syndicat en charge de la restauration et de l'entretien des cours d'eau du bassin versant du Lay en amont de Mareuil-sur-Lay. Il regroupe les Communautés de communes des Pays de Chantonnay, des Herbiers, de Saint-Fulgent – Les Essarts, de Fontenay-le-Comte et Sud Vendée-Littoral.

Dans le cadre de la mise en place de la compétence GEMAPI sur le bassin du Lay, la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion du Lay (SAGE) avait commandé en 2016 une étude sur l'organisation de la maîtrise d'ouvrage à l'échelle du bassin versant du Lay.

En mars dernier, cette même CLE a informé le SYNERVAL qu'elle s'est prononcée sur la mise en place d'un syndicat mixte à la carte unique sur le bassin versant.

Aussi, le 20 mai dernier, le comité syndical du SYNERVAL s'est prononcé favorablement sur la mise en place d'un Syndicat mixte unique à la carte sur le bassin versant du Lay, via une adhésion au Syndicat Mixte du Marais Poitevin Bassin du Lay.

Pour ce faire, les compétences des deux syndicats doivent être harmonisées.

Les modifications des statuts portent sur l'article 3 « compétences du syndicat » :

ARTICLE 3 – COMPETENCES DU SYNDICAT

En application de l'article L.211-7 du code de l'environnement, le Syndicat mixte SYNERVAL peut, pour le compte de ses membres listés à l'article 1 et dans la limite du périmètre défini à l'article 2, mettre en œuvre les articles L.151-36 à L.151-40 du code rural et de la pêche maritime pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, s'il existe, et visant :

3.1. Compétences obligatoires pour l'ensemble de ses membres :

- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines; *à l'exception de la lutte contre les espèces animales envahissantes,*
- 12° *L'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.*

3.2. Compétences à la carte (au choix) :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 5°a) *La composante de l'item 5° relative à la défense contre les inondations fluviales,*
- 5°b) *La composante de l'item 5° relative à la défense contre la mer.*

Les compétences déjà transférées au SYNERVAL, qu'elles soient du tronc commun ou à la carte, lui restent transférées.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide d'approuver la modification des statuts du SYNERVAL, tels que présentés ci-avant et tels qu'annexés à la présente délibération.

13) Environnement

SYNERVAL - Transfert de compétences à la carte

Dans la continuité du point précédent, il est proposé au Conseil communautaire de se prononcer sur le transfert de compétences à la carte. L'objectif de la mise en place d'un syndicat mixte unique à la carte sur le bassin versant du Lay est de pouvoir mettre en place une cohérence et une solidarité concernant la prévention des inondations fluviales sur le bassin versant.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

Vu les dispositions de la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-DRCTAJ/3-698 en date du 25 octobre 2017 approuvant les statuts de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts,

Considérant que la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts exerce la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI) depuis le 1^{er} janvier 2018,

Considérant qu'une commune de la Communauté de communes est concernée par le Syndicat Mixte SYNERVAL, à savoir *Essarts en Bocage (quartiers L'Oie et Sainte-Florence)*

Considérant la délibération du Syndicat Mixte SYNERVAL n° 2019-05-01 du 20 mai 2019 relative à la modification des statuts portant sur ses compétences,

Considérant l'intérêt de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts de transférer au 1^{er} octobre 2019 les missions de la GEMAPI proposées à la carte par le Syndicat Mixte SYNERVAL à l'article 3 de son projet de statuts comme suit :

3.1. Compétences obligatoires pour l'ensemble de ses membres :

•2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,

•8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ; à l'exception de la lutte contre les espèces animales envahissantes,

•12° L'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

3.2. Compétences à la carte (au choix) :

• 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;

• 5°a) La composante de l'item 5° relative à la défense contre les inondations fluviales,

•5°b) La composante de l'item 5° relative à la défense contre la mer.

La Communauté de communes est membre du Syndicat mixte SYNERVAL dont les statuts avaient été modifiés afin d'intégrer la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI) et de le transformer en Syndicat mixte à la carte.

Le Syndicat mixte exerce actuellement pour le compte de la Communauté de communes les compétences du tronc commun définies à l'article 3 de ses statuts actuels, entérinés par arrêté préfectoral du 24 avril 2018, comme suit :

3.1. Compétences obligatoires pour l'ensemble de ses membres :

•2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,

•8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines,

Par délibération n° 2019-05-01 du 20 mai 2019, le Comité Syndical du SYNERVAL a décidé d'engager une procédure de modification de ses statuts, notamment pour modifier les compétences proposées à la carte et scinder en deux parties l'item 5°) de l'article I.211-7 du code de l'environnement relatif à « la défense contre les inondations et contre la mer ».

En cas d'approbation par ses membres du projet de statuts du Syndicat mixte SYNERVAL portant sur la modification de ses compétences, et d'autorisation de cette modification de ces statuts par arrêté préfectoral, le SYNERVAL proposera des compétences à la carte relevant des autres missions de la GEMAPI comme suit :

3.2. Compétences à la carte (au choix) :

• 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;

• 5°a) La composante de l'item 5° relative à la défense contre les inondations fluviales,

•5°b) La composante de l'item 5° relative à la défense contre la mer.

Il faut noter que cette compétence à la carte aura des incidences sur les participations financières versées par la Communauté de communes mais le Syndicat Mixte SYNERVAL souhaite une solidarité financière concernant la prévention des inondations fluviales.

Montant versé en 2019 : 4 422.96 €

- SYNERVAL : 4 207.06 €
- Syndicat du Marais Poitevin : 215.90 €

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide de transférer à compter du 1^{er} octobre 2019, l'exercice des compétences suivantes au Syndicat Mixte SYNERVAL :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;**
- 5°a) La composante de l'item 5° relative à la défense contre les inondations fluviales,**

Etant précisé que ce transfert se fera sous réserve que la modification des statuts du SYNERVAL, prévue dans sa délibération n° 2019-05-01 du 20 mai 2019, ait reçu l'accord de ses membres et ait été autorisée par arrêté préfectoral.

14) Urbanisme

Avenant à la convention de maîtrise foncière en vue de réaliser un projet de revitalisation du centre-bourg de la Commune d'Essarts en Bocage

Monsieur Montassier rappelle aux membres du Conseil que la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent - Les Essarts est, de droit, devenue compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU) par le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Le Conseil communautaire a décidé de retirer en partie la délégation attribuée à la commune d'Essarts en Bocage en matière de droit de préemption urbain pour les secteurs visés par les conventions opérationnelles de maîtrise foncière signées avec l'EPF de la Vendée.

La convention avec l'EPF de Vendée concernant le projet de revitalisation du centre bourg du quartier des Essarts à Essarts en Bocage a été signée le 19 juillet 2018.

Il apparaît aujourd'hui, que les dépenses liées aux acquisitions et aux travaux de démolition sont plus faibles qu'initialement envisagées puisque les négociations foncières ont été réalisées sur le 1^{er} îlot, mais sont bloquées sur les 2^e et 3^e îlots.

Afin de ne pas peser sur les engagements financiers réciproques de l'EPF et de la commune, le montant de l'engagement financier est donc revu à la baisse, passant de 1,1 million d'euros à 750 000 euros.

Il convient donc, aujourd'hui, d'établir un avenant, conformément à l'article 23.2 de la convention signée entre les parties, afin de modifier les modalités d'intervention de l'EPF de la Vendée et notamment le montant de l'engagement financier.

Après délibération, il est proposé au Conseil communautaire d'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer l'avenant à la convention de maîtrise foncière sur la Commune d'Essarts en Bocage.

15) Habitat

Attribution des primes « Mise en conformité assainissement autonome »

Attribution :

Dans sa séance du 13 juin 2019, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat-Bâtiments-Infrastructures » a émis un avis favorable sur **1 dossier** pour un montant total de **800 €**.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider la prime « Mise en conformité assainissement autonome » susvisée,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à procéder au versement après la réalisation des travaux.

16) Habitat

Attribution des primes « Travaux économie d'énergie »

Attribution :

Dans sa séance du 13 juin 2019, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat-Bâtiments-Infrastructures » a émis un avis favorable sur **27 dossiers** pour un montant total de **10 430 €** (montant des primes : **10 350 €** ; montant du remboursement des diagnostics : **80 €**).

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De valider les primes « Travaux d'économie d'énergie » susvisées,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à procéder au versement après la réalisation des travaux.**

17) Habitat

Attribution des primes « Rénovation de façades »

Attribution :

Dans sa séance du 13 juin 2019, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat-Bâtiments-Infrastructures » a émis un avis favorable sur **5 dossiers** représentant un montant total de **2 500 €**.

Après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De valider les primes « Rénovation de façades » susvisées,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à procéder au versement après la réalisation des travaux.**

18) Habitat

Attribution des primes « Habiter mieux »

Attribution :

Dans sa séance du 13 juin 2019, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat-Bâtiments-Infrastructures » a émis un avis favorable sur **1 dossier** représentant un montant total de **250 €**.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De valider la prime « Habiter mieux » susvisée,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à procéder au versement après la réalisation des travaux.**

19) Sports

Piscine OASIS, mise à jour des tarifs

Monsieur MONTASSIER propose de remettre à jour les tarifs de la piscine OASIS afin de répondre au mieux aux usages actuelles.

Il est donc proposé de modifier les tarifs comme suit :

	Tarifs actuels	Proposition
Tickets - accès libre :		
Enfant (-3 ans)	0,00 €	0,00 €
Enfant (3 à 5 ans)	1,30 €	1,30 €
Enfant (de 6 ans à 18 ans)	1,80 €	1,80 €
Adulte	2,90 €	2,90 €
Centre de loisirs	1,50 €	1,50 €
« Activité aquabike » transformation en « Animation exceptionnelle » (majoration appliquée à l'achat de la 1 ^{ère} carte pour les usagers extérieurs au territoire de la Communauté de communes)	11,90 €	11,90 €
Cartes - Accès libre :		
10 entrées adulte	26,00 €	26,00 €
10 entrées enfant	15,00 €	15,00 €
Tarifs cours :		
Carte 10 séances adulte		59,00 €
Carte 10 séances enfant		48,00 €
Carte 10 séances enfant –famille nombreuses- à compter du 3 ^{ème} enfant		44,00 €
Carte 10 séances - cours d'été	66,00 €	66,00 €
Tickets à la séance	7,00 €	7,00 €
Pour information :		
Cours intercommunaux annuels adultes (aquagym, natation)	171,00 €	177,00 €
Cours intercommunaux annuels enfants (aquagym, natation, club dauphin, bébé-nageur)	138,00 €	144,00 €
Cours intercommunaux annuels hors communauté de communes adultes (aquagym, natation)	181,00 €	188,90 €
Cours intercommunaux annuels hors communauté de communes enfants (aquagym, natation, club dauphin, bébé-nageur)	148,00 €	155,90 €
Tarifs complémentaires :		
Séance des écoles primaires des Communes d'Essarts en Bocage et de La Merlatière	gratuit	gratuit
Séance des écoles primaires hors territoire	60 €	60 €
Séance des collèges (convention avec le département)	gratuit	gratuit
Séance « autres établissements scolaires » du territoire	40 €	40 €
Séance « autres établissements scolaires » hors territoire	80 €	80 €
Séance « accueil de groupes avec mise à disposition d'un MNS »	35 €	35 €

Vu l'avis favorable de la commission sports en date du 11 juin 2019

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De modifier les tarifs de la piscine Oasis tels que présentés ci-dessus,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1er Vice-Président, à signer l'ensemble des pièces afférentes à cette décision.

20) Sports

Acquisition de parcelles pour le terrain de football synthétique et les vestiaires des Brouzils

La Communauté de communes a décidé la construction d'un terrain de football synthétique avec vestiaires sur la Commune des Brouzils.

Dans l'opération, la Commune des Brouzils s'est engagée à céder à titre gratuit les terrains nécessaires à l'opération.

Emprise du terrain de football synthétique et des vestiaires :

- Parcelle AE139p d'une superficie de 227 m²
- Parcelle AE128 d'une superficie de 7 065 m²
- Parcelle AE127 d'une superficie de 7 195 m²

La Commune s'engage à accorder une servitude de passage tous usages (passage à pieds et avec tous véhicules, et en tréfonds pour tous réseaux et canalisations) grevant la parcelle AE 139p afin d'accéder aux équipements intercommunaux et profitant aux parcelles présentement acquises par la Communauté de communes qui pourra également faire profiter de cette servitude les utilisateurs du terrain synthétique et des vestiaires, ainsi que tous ses ayants-droits et préposés.

Par ailleurs, il convient de préciser que la cession a lieu à titre gratuit, conformément à l'article L.3112-1 du Code général de la Propriété des Personnes Publiques, des biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'acquérir à titre gratuit les parcelles AE139p (227 m²), AE128 (7 065 m²) et AE127 (7 195 m²),**
- **D'inscrire dans l'acte notarié ladite servitude,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer l'acte notarié chez Maître DENIS, notaire à Saint-Fulgent.**

21) Tourisme

Acquisition de parcelles en forêt de Grasla

Monsieur MONTASSIER informe l'assemblée que Monsieur le Maire de la Commune de Chauché a décidé d'exercer, par délégation du Conseil Municipal, au nom de la Commune le droit de préemption sur des parcelles situées en forêt de Grasla, pour un montant total de 50 613 € (coût d'acquisition, frais d'acte et honoraire agence immobilière).

Cet exercice de droit de préemption par la Commune a été motivé par le fait que :

- les parcelles concernées sont situées dans le secteur de la Forêt de Grasla qui constitue un espace naturel remarquable et à proximité immédiate d'un site de loisirs "*nature*" majeur pour le territoire de la Commune de Chauché,
- l'acquisition des parcelles concernées présente un intérêt majeur, dans la perspective tenant à la création d'une base de loisirs à vocation écologique impliquant, d'une part le déploiement d'activités nautiques, du fait de la présence d'embarcations légères, et d'autre part l'installation d'aménagements publics, afin de permettre un usage des parcelles à des fins piscicoles et récréatives, notamment avec l'installation d'un parcours de découverte,
- la maîtrise foncière des parcelles précitées s'avère nécessaire pour permettre la réalisation du projet précité, afin de garantir l'ouverture du site au public.

Il ajoute que les dispositions de l'article L. 215-21 du Code de l'urbanisme prévoit que :

"Les terrains acquis en application des dispositions du présent chapitre sont aménagés pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel."

Il rappelle que la Communauté de communes est compétente en matière de "*protection et mise en valeur de l'environnement*", mais encore, alors que les parcelles concernées se situent à proximité du Camping du Domaine de l'Oiselière, et qu'elle a, en matière de compétence tourisme, la compétence pour l'étude, la création, l'aménagement et la gestion d'équipements touristiques dans le secteur de l'Oiselière.

Ces éléments rappelés, Monsieur le Président précise donc que la Commune et la Communauté de communes se sont rapprochées pour envisager la rétrocession de ces biens à la Communauté de communes, pour que cette dernière prenne précisément en charge lesdites parcelles et le projet à l'origine de la préemption.

Il ajoute que les modalités de gestion de ce projet seront ultérieurement arrêtées.

Monsieur le Président poursuit en indiquant que de même qu'il ressort des dispositions de l'article 2241-1 que le Conseil municipal délibère sur la gestion des biens et des opérations immobilières effectuées par la Commune, il appartient au Conseil communautaire de délibérer sur cette opération.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'acquérir à la Commune de Chauché les parcelles AK10 (40 334 m²), ZK42 (1 940 m²), ZK94 (19 744 m²), ZK97 (2 822 m²) ZK99 (890 m²) et ZK103 (3 883 m²) pour un montant de 50 613 € pour mener à bien la protection de l'espace naturel sensible auquel elles appartiennent et le projet à l'origine de la préemption opérée par la Commune sur lesdites parcelles,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer l'acte notarié chez Maître DENIS, notaire à Saint-Fulgent,**
- **De mandater Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, pour assurer la parfaite exécution de la présente délibération.**

22) Culture – Mise en réseau des bibliothèques et des médiathèques

Adoption du règlement intérieur du réseau des bibliothèques et de la tarification applicable au 1^{er} juillet 2019

Dans le cadre de la mise en réseau des bibliothèques et des médiathèques, il semble pertinent d'élaborer un règlement commun à toutes les bibliothèques et les médiathèques dans un souci d'harmonisation des pratiques et de bon fonctionnement du réseau.

Le règlement définit :

- Les modalités d'accès aux bibliothèques et médiathèques,
- Les modalités d'inscription et d'emprunt pour les usagers (quota de prêt, durée d'emprunt, ...),
- Les règles en cas de perte ou détérioration d'un document,
- Les règles d'usage des bibliothèques.

Le règlement fixe également la tarification pour les situations suivantes :

- Livre détérioré ou perdu : remplacement à l'identique (état neuf) ou remboursement à la valeur d'achat du document auprès du Trésor Public,
- DVD détérioré ou perdu : le remplacement à l'identique ne peut être demandé en raison de l'obligation, pour les bibliothèques, de s'acquitter des droits de prêts. Un montant forfaitaire de 40 € sera demandé,
- Liseuse détériorée ou perdue : montant forfaitaire de 100 €, payés auprès du Trésor Public.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'adopter le règlement intérieur du réseau des bibliothèques et des médiathèques,**
- **De valider la tarification en cas de perte ou de détérioration des documents,**
- **De notifier la présente délibération pour approbation à chaque commune,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer tout document nécessaire à l'application du règlement.**

23) Culture – Mise en réseau des bibliothèques et des médiathèques

Adoption de la charte d'utilisation des ressources informatiques et numériques dans les bibliothèques et médiathèques et de la tarification applicable au 1^{er} juillet 2019

Lors de la mise en réseau, il a été déployé différentes ressources informatiques et numériques dans les bibliothèques et les médiathèques (poste informatique pour le public, Wifi public, ...). Des tablettes et des liseuses sont désormais accessibles au public. Il convient alors de définir les modalités d'utilisation de ces ressources par le biais d'une charte.

La charte définit :

- Les différentes ressources mises à disposition du public,
- Les modalités d'utilisation de ces ressources.

La charte fixe également la tarification en cas de perte ou de détérioration des éléments suivants :

Matériel	Montant
Casque audio	15,00 €
Chargeur secteur liseuse	15,00 €
Câble USB	15,00 €
Souris	15,00 €
Housse cuir	15,00 €
Tablette	450,00 €
Liseuse	100,00 €

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'adopter la charte d'utilisation des ressources informatiques et numériques du réseau des bibliothèques et des médiathèques,**
- **De valider la tarification en cas de perte ou de détérioration du matériel,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer tout document nécessaire à l'application de cette charte.**

24) Culture

Interventions musique et danse en milieu scolaire au titre de l'année 2019/2020

Monsieur le Président rappelle que durant l'année scolaire 2018-2019, 17 écoles du territoire du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts ont bénéficié des interventions musique et danse en collaboration avec le service arts du spectacle du Conseil départemental.

Monsieur le Président indique que la Communauté de communes prend en charge la rémunération des intervenants, ce qui représente un budget d'environ 31 000 €.

Considérant que le Président du Conseil départemental de la Vendée, par courrier en date du 21 mai 2019, invite la Communauté de communes à délibérer pour maintenir l'aide organisationnelle du Département qui s'inscrit dans le cadre suivant :

- Interventions en musique et en danse pour les élèves du cycle 2 (CP – CE1 – CE2) et de cycle 3 (CM1 et CM2), à raison de 8 séances d'une heure par classe sur l'année scolaire, uniquement sur le temps scolaire et en présence de l'enseignant responsable de la classe. Les élèves de cycle 2 bénéficient de séances d'éveil musical tandis que des ateliers thématiques en danse et musique sont proposés aux élèves de cycle 3.
- Rémunération brute minimum appliquée aux intervenants de 26,69 € par heure, majorée de 2,50 € en cas de déplacement de l'intervenant à plus de 30 km de sa résidence familiale.
- Interventions proposées dans la limite des disponibilités des intervenants susceptibles de répondre aux besoins exprimés par les écoles.

- Limitation libre du nombre de classes bénéficiaires de ces interventions. Cette possibilité permet à la fois de maîtriser le volume budgétaire consacré à cette action et de concentrer celle-ci sur les classes qui manifesteraient le plus de motivation pour inclure ces interventions dans leur projet pédagogique d'année.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De reconduire l'action musique et danse en milieu scolaire pour l'année scolaire 2019-2020,**
- **De solliciter l'aide organisationnelle du Département de la Vendée pour les interventions musique et danse en milieu scolaire, au titre de l'année 2019-2020.**

25) Administration générale

Répartition du Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) 2019 entre les communes

Le montant du Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales reversé à l'ensemble intercommunal, au titre de l'année 2019 est de 711 551 €.

La répartition dite « de droit commun » qui prévoit de reverser l'enveloppe du FPIC en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF) est la suivante :

- Part EPCI : 280 539 €
- Part Communes membres : 431 012 €

Lors du ROB 2019, le Conseil communautaire a décidé une répartition « dérogatoire libre » pour redistribuer la totalité de l'enveloppe du FPIC aux communes en appliquant une clé de répartition population DGF-potentiel financier.

La répartition « dérogatoire libre » est effectuée dans un délai de 2 mois à compter de la notification du FPIC :

- Soit par **délibération de l'organe délibérant** de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre **statuant à l'unanimité**,
- **Soit par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre statuant à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, et approuvée par l'ensemble des Conseils municipaux des communes membres.** Les Conseils municipaux disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant pour se prononcer. **A défaut de délibération dans le délai, les Conseils municipaux sont réputés avoir approuvé la délibération du Conseil de communauté.**

	Population DGF		Potentiel financier		Clé pop. & Pfinancier		REPARTITION FPIC
	en valeurs	en %	par hab.	écart	en valeurs	en %	2019
Bazoges en P.	1 428	5,0%	574	137,8%	1 968	6,6%	47 003
Les Brouzils	2 867	10,1%	591	133,9%	3 839	12,9%	91 709
Chauché	2 534	8,9%	631	125,3%	3 174	10,7%	75 833
Chavagnes en P.	3 682	13,0%	676	116,9%	4 306	14,5%	102 863
La Copechagnière	1 001	3,5%	838	94,4%	945	3,2%	22 577
Essarts en Bocage	9 034	31,9%	995	79,5%	7 181	24,1%	171 541
La Merlatière	1 027	3,6%	750	105,5%	1 083	3,6%	25 874
La Rabatelière	999	3,5%	722	109,5%	1 094	3,7%	26 130
St-A G.d'Oie	1 846	6,5%	540	146,5%	2 704	9,1%	64 607
St-Fulgent	3 933	13,9%	891	88,8%	3 492	11,7%	83 415
TOTAL	28 351	100%	791		29 786	100,00%	711 551

Vu l'avis favorable de la commission finances en date du 18 juin 2019

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider la répartition du FPIC conformément au tableau ci-dessus,
- De notifier cette délibération aux communes membres.

26) Administration générale

Répartition des sièges de l'organe délibérant

Par arrêté n°2016-DRCTAJ/3-652, Monsieur le Préfet de la Vendée a validé l'accord local de détermination et de répartition des sièges sur la base de 37 sièges à compter du 1^{er} janvier 2017.

Le VII de l'article L.5211-6-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'il doit être procédé à une nouvelle recombinaison de l'organe délibérant de tous les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux qui aura lieu en 2020.

La loi prévoit que le nombre de sièges et leur répartition peuvent être fixées selon deux modalités distinctes : par application des dispositions de droit commun prévues aux II à VI de l'article L.5211-6-1 du CGCT, ou par accord local, dans les conditions prévues au I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Les communes disposent d'un délai allant jusqu'au 31 août 2019 pour délibérer sur la répartition des sièges des conseillers communautaires au sein de leur EPCI de rattachement par un accord local.

Conformément au 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT, cet accord doit être adopté selon les règles de majorité suivantes :

- Soit par la moitié des conseils municipaux regroupant les deux tiers de la population totale de l'EPCI ou par les deux tiers des conseils municipaux regroupant la moitié de la population de l'EPCI.
- Cette majorité devra également comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale des communes membres.

Dans le cadre de la fusion, une charte de gouvernance et d'organisation administrative a été signée par l'ensemble des Maires du territoire qui reprenait les principes suivants :

- Un Conseil communautaire de 37 sièges,
- Une vice-présidence pour toute les communes du territoire en tenant compte de l'importance démographique : avec l'accord local sur la base de 37 sièges, le nombre de vice-présidents a été fixé à 10 (2 pour Essarts en Bocage).

Il faut noter que le nombre de sièges de l'organe délibérant a des impacts sur le nombre de vice-présidents. L'article L.5211-10 du CGCT prévoit que le nombre de vice-présidents ne pourra dépasser 20 % de l'effectif total du conseil (arrondi à l'entier supérieur) : 6 vice-présidents pour 30 sièges ou 8 vice-présidents pour 37 sièges.

Cependant, le Conseil communautaire pourra décider, à la majorité des deux tiers de ses membres, de fixer un nombre de vice-présidents supérieur, sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif : 9 vice-présidents pour 30 sièges ou 11 vice-présidents pour 37 sièges.

Afin d'assurer une meilleure représentativité des petites communes qui disposent d'un seul siège, l'accord local de 2016 était établi sur la base de 37 sièges comprenant :

- 30 sièges
- + 4 sièges pour les petites communes disposant d'un seul siège hors accord,
- + 1 siège pour Essarts en Bocage,
- + 1 siège pour Saint-Fulgent,
- + 1 siège pour Chavagnes-en-Paillers.

Tableau avec répartition de droit commun :

Nom de la commune	Population municipale au 1er janvier 2019	%	Répartition de droit commun (au titre des II à V du L. 5211-6-1)	%
Essarts en Bocage	8 804	31,93%	10	33,33%
Saint-Fulgent	3 787	13,74%	4	13,33%
Chavagnes-en-Paillers	3 543	12,85%	4	13,33%
Les Brouzils	2 791	10,12%	3	10,00%
Chauché	2 483	9,01%	3	10,00%
St André Goule d'Oie	1 818	6,59%	2	6,67%
Bazoges-en-Paillers	1 393	5,05%	1	3,33%
La Merlatière	989	3,59%	1	3,33%
La Copechagnière	988	3,58%	1	3,33%
La Rabatelière	975	3,54%	1	3,33%
	27 571		30	

Simulations accord local :

Nom de la commune	Répartition actuelle	%	Répartition 37 sièges (+ 1 EeB)	%	Répartition proposition EeB	%	Répartition 36 sièges	%
Essarts en Bocage	11	29,73%	12	32,43%	12	34,29%	12	33,33%
Saint-Fulgent	5	13,51%	5	13,51%	4	11,43%	4	11,11%
Chavagnes-en-Paillers	5	13,51%	4	10,81%	4	11,43%	4	11,11%
Les Brouziis	3	8,11%	3	8,11%	3	8,57%	3	8,33%
Chauché	3	8,11%	3	8,11%	3	8,57%	3	8,33%
St André Goule d'Oie	2	5,41%	2	5,41%	2	5,71%	2	5,56%
Bazoges-en-Paillers	2	5,41%	2	5,41%	2	5,71%	2	5,56%
La Merlatière	2	5,41%	2	5,41%	2	5,71%	2	5,56%
La Copechagnière	2	5,41%	2	5,41%	2	5,71%	2	5,56%
La Rabatelière	2	5,41%	2	5,41%	1	2,86%	2	5,56%
	37		37		35		36	

Monsieur le Président propose au conseil communautaire de voter à bulletins secrets pour 35 au 36 conseillers communautaires.

37 conseillers communautaires ; 37 suffrages exprimés

- Proposition du Bureau pour 36 conseillers communautaires : 30 voix
- Proposition d'Essarts en Bocage pour 35 conseillers communautaires : 7 voix

27) Administration générale

Nomination d'e-Collectivités comme délégué mutualisé à la protection des données

Les collectivités locales sont amenées à recourir de façon croissante aux moyens informatiques pour gérer les nombreux services dont elles ont la compétence : état civil, listes électorales, inscriptions scolaires, action sociale, gestion foncière et urbanisme, facturation de taxes et redevances, etc.

Simultanément, les dispositifs de contrôle liés aux nouvelles technologies se multiplient (vidéosurveillance, applications biométriques, géolocalisation, etc.) et le recours au réseau Internet facilite le développement des téléservices locaux de l'administration électronique à destination des administrés.

Ces applications ou fichiers recensent de nombreuses informations sur les personnes, administrés de la collectivité ou autres usagers.

Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), applicable dès le 25 mai 2018, impose à toutes les structures publiques de nommer un Délégué à la Protection des Données, DPO (de l'anglais Data Protect Officer). Il remplace le Correspondant Informatique et Libertés (CIL). Ce règlement européen reprend les grands principes de la loi Informatique et Libertés de 1978, tout en responsabilisant davantage les acteurs publics. Ces derniers doivent s'assurer et démontrer qu'ils offrent un niveau optimal de protection et de traçabilité des données personnelles traitées.

La protection des données à caractère personnel est un facteur de transparence et de confiance à l'égard des administrés. C'est aussi un gage de sécurité juridique pour l'élu

responsables des fichiers (désigné comme Responsable de Traitement) et une manière de réduire l'exposition aux risques.

La collectivité peut désigner un DPO en interne ou en externe. Ce dernier peut alors être "mutualisé".

La collectivité a la possibilité de nommer le Syndicat e-Collectivités Vendée, en tant que personne morale, pour assurer la fonction de DPO mutualisé.

Le DPO est principalement chargé d'aider et de conseiller la collectivité par :

- la réalisation d'un inventaire de toutes les données personnelles traitées,
- la sensibilisation et l'information des agents sur la réglementation,
- des recommandations pour être en conformité avec le règlement,
- un accompagnement sur l'analyse d'impact des données sensibles.

Le RGPD s'inscrit dans le volet sécurité de la mutualisation informatique avec les 9 communes qui se sont inscrites dans la démarche : Les Brouzils, Chavagnes-en-Paillers, Bazoges-en-Paillers, La Copechagnière, La Rabatelière, Saint-Fulgent, Chauché, Saint-André-Goule-d'Oie et La Merlatière.

Schéma d'organisation de la protection des données :

- DPO : e-Collectivités
- Un coordonnateur intercommunal : Thierry PAPIN
- Un référent informatique : Anthony MARCHANDEAU
- Un référent administratif par Commune

Coût du RGPD :

- Mise en place de la démarche : 14 310 € TTC
- Prestation annuelle –suivi de la conformité, mise à jour : 5 130 € TTC

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données,

Après délibération, il est proposé au Conseil communautaire

- **d'adopter la proposition susvisée,**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer la convention de mise à disposition d'un DPO mutualisé proposée par e-Collectivités Vendée,**
- **de nommer le Syndicat e-Collectivités Vendée comme personne morale en tant que DPO de la collectivité,**
- **de prendre acte de la prise en charge des frais liés au RGPD,**
- **d'abroger la délibération n° 134-18A du 15 mai 2018 approuvant la convention de mise à disposition d'un DPO intercommunal.**

28) Administration générale

SPL Agence de services aux collectivités locales de Vendée, cession d'action

La commune de La Merlatière souhaite entrer au capital de la SPL Agence de services aux collectivités locales de Vendée.

La Communauté de communes au regard des compétences et des territoires qu'elle a en gestion est actionnaire de la société anonyme publique locale « Agence de services aux collectivités locales de Vendée », ci-après dénommée « l'Agence ».

Pour mémoire, l'Agence a pour objet l'accompagnement exclusif de ses collectivités locales et leurs groupements actionnaires dans la mise en œuvre de leurs politiques publiques locales (cf. statuts). A ce titre, elle peut intervenir pour ce qui concerne :

- la réalisation d'opérations d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme,
- la réalisation d'opérations de construction (bâtiments, voiries...),
- et de toute autre activité d'intérêt général permettant d'accompagner les collectivités dans le domaine de leur politique de développement économique, touristique et immobilière.

Suite à la division du nominal des actions, décidée par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 6 septembre 2016, puis à la fusion en 2017, des Communautés de communes du Pays des Essarts et du Canton de Saint-Fulgent, la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts est actuellement en possession de 4 actions au sein de l'Agence.

Le fonctionnement de l'Agence n'oblige pas à garder plusieurs actions au sein de cette dernière. La détention d'une action permet à elle seule de disposer de l'intégralité des services de l'Agence.

Il est proposé de céder une action d'une valeur nominale de 250 € à la commune de La Merlatière qui souhaite devenir actionnaire de l'Agence de services aux collectivités locales de Vendée.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'autoriser la cession d'une action d'une valeur nominale de 250 € à la commune de La Merlatière souhaitant devenir actionnaire de l'Agence de services aux collectivités locales de Vendée,**
- **De donner tous pouvoirs à Monsieur le Président pour mettre en œuvre cette cession d'action, pour signer et accomplir tous actes et formalités nécessaires.**

29) Administration générale – Personnel

Adoption du tableau des effectifs

Les modifications suivantes font suite à des réussites au concours d'attaché territorial et à la Commission Administrative Paritaire du Centre de Gestion de la Vendée :

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, adopte le tableau des effectifs comme suit :

POSTES CRÉÉS	CDC PAYS ST FULGENT - LES ESSARTS au 1 ^{er} juin 2019	CDC PAYS ST FULGENT - LES ESSARTS au 1 ^{er} août 2019	Pourvus en ETP
Catégorie A			
<u>Filière administrative :</u>			
- Directeur Général des Services	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
- Attaché principal	2 (tps complet)	2 (tps complet)	1
- Attaché	3 (tps complet)	5 (tps complet)	5
<u>Filière technique :</u>			
- Ingénieur	1 (tps complet)	0 (tps complet)	-
<u>Filière culturelle :</u>			
- Bibliothécaire	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
<u>Filière sociale et médico-sociale :</u>			
- Médecin hors classe	3 (tps complet)	3 (tps complet)	0
- Infirmier en soins généraux de classe normale	1 (tps non complet : 12 h / 35)	1 (tps non complet : 12 h / 35)	0,34
- Educateur Jeunes Enfants de 2 ^{nde} classe	2 (tps complet)	2 (tps complet)	2
- Educateur Jeunes Enfants de 2 ^{nde} classe	1 (tps non complet : 32 h / 35)	1 (tps non complet : 32 h / 35)	0,91
Sous-total :	15 postes (14,25 en ETP)	16 postes (15,25 en ETP)	11,25
Catégorie B			
<u>Filière administrative :</u>			
- Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
- Rédacteur principal de 2^{ème} classe	1 (tps complet)	-	0
<u>Filière technique :</u>			
- Technicien principal 1 ^{ère} classe	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
- Technicien principal 2^{ème} classe	3 (tps complet)	2 (tps complet)	2
- Technicien	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
<u>Filière sportive :</u>			
- Educateur des activités physiques et sportives principal de 1 ^{ère} classe	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
- Educateur des activités physiques et sportives	2 (tps complet)	2 (tps complet)	2
Sous-total :	10 postes (10 en ETP)	8 postes (8 en ETP)	8
Catégorie C			
<u>Filière administrative :</u>			
- Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	2 (tps complet)	2 (tps complet)	2
- Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe	6 (tps complet)	8 (tps complet)	8
- Adjoint administratif	6 (tps complet)	4 (tps complet)	4
- Adjoint administratif	1 (tps non complet : 21,70 h / 35)	1 (tps non complet : 21,70 h / 35)	0,62
<u>Filière technique :</u>			
- Agent de maîtrise	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
- Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	3 (tps complet)	3 (tps complet)	3
- Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	1 (tps non complet 26 h)	1 (tps non complet 26 h)	0,74

- Adjoint technique	2 (tps complet)	2 (tps complet)	2
- Adjoint technique	1 (tps non complet : 28 h)	1 (tps non complet : 28 h)	0,80
- Adjoint technique	2 (tps non complet : 17 h)	2 (tps non complet : 17 h)	0,97
- Adjoint technique	1 (tps non complet : 13 h)	1 (tps non complet : 13 h)	0,30
<u>Filière sociale et médico-sociale :</u>			
- Aux. de puériculture principal de 2 ^{ème} classe	3 (tps complet)	3 (tps complet)	3
- Aux. de puériculture principal de 2 ^{ème} classe	1 (tps non complet : 28 h)	1 (tps non complet : 28 h)	0,80
- Aux. de puériculture principal de 2 ^{ème} classe	1 (tps non complet : 27,50 h / 35)	1 (tps non complet : 27,50 h / 35)	0,79
- Agent social	3 (tps complet)	3 (tps complet)	3
Sous-total:	34 postes (31,09 en ETP)	34 postes (31,09 en ETP)	31,02
Total :	59 postes	58 postes	
Total en ETP :	55,34	54,34	50,27

30) Administration générale – Finances

Avenant à la convention de mandat de Vendée Expansion, parc d'activités La Promenade à Chavagnes-en-Paillers

Par convention en date du 8 juillet 2005, la Communauté de communes a confié à Vendée Expansion, le mandataire, la mission de conduite, au nom et pour son compte, du suivi des études opérationnelles préalables à la création et la réalisation de travaux de lotissement, afin de réaliser le parc à usage d'activités de la Promenade à Chavagnes-en-Paillers.

Une extension de voirie est engagée pour desservir le nouveau projet de l'entreprise EUROMERE.

L'article 4.2.2 de la convention de mandat prévoit que la rémunération définitive du mandataire pour la réalisation des travaux sera arrêtée au stade de l'avant-projet détaillé.

La rémunération définitive de Vendée Expansion pour ces travaux s'élève donc à :

Coût prévisionnel	40 833,60 € HT
Taux de rémunération	7,4 %
Forfait définitif	3 021,69 € HT

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider le montant des travaux de l'extension de voirie pour l'entreprise EUROMERE à 40 833.60 € HT et le montant de forfait de rémunération à 3 021.69 € HT,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer les pièces du marché.

31) Administration générale – Finances

Budget principal, ouverture d'une ligne de trésorerie

La Communauté de communes du Pays de Saint Fulgent – Les Essarts a procédé à la construction de deux EHPAD sur les communes de Saint Fulgent et de Chavagnes-en-Paillers. Ces travaux peuvent bénéficier d'un taux de TVA à 5,5 % dans le cadre d'une livraison à soi-même (LASM) ainsi que du remboursement partiel de la TVA via le fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

Dans ce cadre, il convient de mettre en œuvre une ligne de trésorerie afin de permettre la transition entre le paiement de la TVA à 5,5 % et le remboursement de cette dernière par le biais du FCTVA.

Il est donc proposé au Conseil communautaire qu'une ligne de trésorerie d'un montant de 800 000 € soit mise en œuvre pour une durée d'un an afin de poursuivre la prise en charges des dépenses de l'intercommunalité pendant cette période transitoire.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De mettre en œuvre une ligne de trésorerie d'un montant de 800 000 € pour une durée d'un an sur le budget principal,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer le contrat et toute pièces y afférents.**

32) Administration générale – Finances

Créances éteintes

Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur un montant d'abandons de créances d'un montant de 8 398,19 € pour le Budget Principal et 289,10 € pour le Budget Déchets. Pour rappel, les créances éteintes concernent des effacements définitifs de dettes suite à un jugement de surendettement ou à une liquidation judiciaire.

DM n°1 – 40000 Budget Général

Il est proposé au conseil communautaire de procéder à un abandon de créances sur le Budget Principal pour un montant de 8 398,19 € suite à une mesure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire prononcée le 27 avril 2018 et entrant en application à compter du 17 mai 2019.

DM n°1 – 40002 Budget Déchets

Il est proposé au conseil communautaire de procéder à un abandon de créances sur le Budget Déchets pour un montant de 289,10 € suite à une mesure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire prononcée le 27 avril 2018 et entrant en application à compter du 17 mai 2019.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De procéder à l'abandon de créances sur le budget principal pour un montant de 8 398,19 €,
- De procéder à l'abandon de créances sur le budget déchets pour un montant de 289,10 €.

33) Administration générale – Finances

Décision modificative

DM n°1 – 40000 Budget Général

Il convient de procéder à une provision pour annulation de titres émis sur les exercices antérieurs.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES			
Opération / Chapitre	Compte / Service	Intitulé	Montant
011	673	Titres annulés sur exercices antérieurs	70 000,00 €
011	62878	Remboursement à d'autres organismes	- 70 000,00 €
TOTAL			- €

Concernant la section d'investissement du budget principal, il convient de procéder aux modifications budgétaires suivantes :

- Provision pour des avenants et actualisation au marché de construction du terrain synthétique sur la commune des Brouzils pour un montant de 110 000 €.
- Provisions pour l'acquisition du local médecin de Chauché (110 000 €) et la réalisation de travaux d'aménagement (40 000 €).

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES			
Opération / Chapitre	Compte / Service	Intitulé	Montant
3500 / 23	2313 / 51.6	Immobilisation en cours	110 000,00 €
020	020	Dépenses imprévues	- 110 000,00 €
4100 / 21	2115 / 51	Terrains bâtis	110 000,00 €
4100 / 23	2313 / 51	Immobilisation en cours	40 000,00 €
2200 / 21	2151 / 21	Remboursement à d'autres organismes	- 40 000,00 €
TOTAL			110 000,00 €
RECETTES			
Opération / Chapitre	Compte / Service	Intitulé	Montant
3200 / 13	1321 / 51.4	Subvention de l'Etat	110 000,00 €
TOTAL			110 000,00 €

DM n°1 – 40004 Budget Ateliers Relais

Il convient de procéder à une provision pour les créances admises en non valeur.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES			
Opération / Chapitre	Compte / Service	Intitulé	Montant
022	022	Dépenses impévues	- 37 000,00 €
65	6541	Créances admises en non valeur	37 000,00 €
TOTAL			- €

DM n°1 – 40019 Budget Assainissement DSP

Il convient de provisionner 35 000 € pour des études complémentaires et 5 000 € pour des créances admises en non valeur.

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES			
Opération / Chapitre	Compte / Service	Intitulé	Montant
022	022	Dépenses impévues	- 40 000,00 €
011	617	Etudes et recherches	35 000,00 €
65	6541	Créances admises en non valeur	5 000,00 €
TOTAL			- €

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité, décide d'approuver la décision modificative ci-dessus.

34) Administration générale - Finances

Décisions du Président

Par délibération du 5 janvier 2017 et conformément à l'article L 5211-9 et L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil communautaire a donné délégation au Président pour prendre certaines décisions.

Le Président doit rendre compte à chacune des réunions du Conseil communautaire des décisions prises en vertu de cette délégation.

DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL_2019

N°	Objet de la décision	Attributaire	MONTANT HT	DATE DECISION
129	Convention 2019.ECL.0323 avec le SYDEV – Travaux neufs d'éclairage pour l'extension du réseau dans la ZA de La Promenade sur la commune de Chavagnes-en-Paillers	SYDEV_La Roche-sur-Yon	3 566,00 €	07/05/2019
130	Attribution de marché pour la fourniture d'une cloison grillagée et d'un box de rangement pour la salle omnisports d'Essarts en Bocage	Gaillard_Essarts en Bocage	6 159,00 €	13/05/2019
169	Déclaration d'intention d'Aliéner (D.I.A.) Cavac Chavagnes-en-Paillers			21/05/2019
170	Attribution de marché mission SPS pour la rénovation de la piscine Oasis aux Essarts, Essarts en Bocage	MSB_Les Sables d'Olonnes	2 220,00 €	17/05/2019
171	Attribution de marché mission contrôle technique pour la rénovation de la piscine Oasis aux Essarts, Essarts en Bocage	ALPES Contrôles_La Roche-sur-Yon	4 760,00 €	17/05/2019
172	Attribution de marché pour des travaux divers aux logements sociaux de Chauché	Godard_Saint-Fulgent	5 470,18 €	17/05/2019
173	Déclaration d'intention d'aliéner (D.I.A.) Agence de Services aux Collectivités Locales			21/05/2019
174	Attribution de marché pour le nettoyage des façades extérieures du siège de la Communauté de communes	Nov'nettoyage_Rocheservière	6 120,00 €	21/05/2019
175	Convention 2019.ECL.0349 avec le SYDEV – Travaux de maintenance de l'éclairage public suite à la visite du mois de décembre 2018	SYDEV_La Roche-sur-Yon	393,00 €	23/05/2019
176	Attribution de marché pour la fourniture et la pose d'équipements de télésurveillance des trois postes de refoulement de La Rabatelière	NORIA_L'Herbergement	5 470,00 €	23/05/2019
177	Attribution de marché pour le remplacement d'une pompe sur le poste de relevage à Chavagnes-en-Paillers	ABS_Montaigu	4 944,00 €	23/05/2019
178	Attribution de marché pour l'acquisition de bacs à déchets	UGAP_Nantes	14 840,00 €	23/05/2019
179	Convention 2019.EXT.0243 avec le SYDEV – Extension du réseau électrique à la ZA Les Fourchettes 3 sur la commune de La Copechagnière	SYDEV_La Roche-sur-Yon	71 355,00 €	24/05/2019
180	Attribution de marché pour la mission d'assistance conseil pour l'état des lieux des installations, des contrats DSP relatif à l'assainissement	GETUDES Consultants_La Roche-sur-Yon	4 100,00 €	27/05/2019
181	Avenant au marché relatif à la réalisation de la voie d'accès à l'usine de méthanisation de l'Oie, Essarts en Bocage	CHARPENTIER TP_Essarts en Bocage ATLANROUTE_Le Poiré-sur-Vie	3 912,50 €	29/05/2019
182	Attribution du marché de prestation de service au suivi de l'animation du PLH - dossiers conseil en énergie	ELISE_La Roche-sur-Yon	15 345,72 €	13/06/2019

35) Questions diverses

Prochain conseil le jeudi 26 septembre 2019 à 18 h 45 (salle du conseil).

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 20 h 30.

Le Président,
Monsieur MONTASSIER



Le Secrétaire de séance,
Christelle GREAU

